

Lettre ouverte à Monsieur le Président de la République

Monsieur le Président,

Par lettre adressée à l'ensemble des citoyennes et citoyens de notre pays, vous venez d'ouvrir un grand débat national qui se déroulera jusqu'au 15 mars prochain.

Parmi les destinataires de ce courrier se trouvent les quelque 5,4 millions d'agentes et d'agents qui exercent des missions de service public et à qui vous vous étiez déjà adressé par lettre ouverte le 12 avril 2017.

À l'époque, vous évoquiez le service public et la Fonction publique en ces termes :

« Le service public que j'appelle de mes vœux est **un service public plus accessible** dans les territoires qui se sentent les plus délaissés : au cœur de la France rurale comme dans les quartiers populaires, dans les zones périurbaines comme en outre-mer.

Ensemble, nous allons organiser le retour des services publics dans ces territoires, avec le soutien des associations et en impliquant les habitants dans les décisions qui les concernent. »

« **Notre service public est une richesse, nous devons investir dans son avenir.** »

« Le service public de demain reposera, plus que jamais, sur **le principe de confiance**. Vous aurez davantage de marges de manœuvre pour agir en fonction de la réalité du terrain – et pas des règles dictées d'en haut. Je donnerai plus d'autonomie aux administrations locales dans la gestion des équipes et des budgets. Les changements d'organisation seront dictés par les besoins identifiés, en concertation avec vous et vos représentants. »

« Enfin, je veux pour vous **plus de reconnaissance et davantage de perspectives de carrière**. La reconnaissance, c'est d'abord **une plus juste rémunération**. »

Depuis la publication de cette lettre, le Gouvernement a ouvert la démarche « Action publique 2022 » assorti des travaux du Comité Action Publique 2022 et de la grande consultation nationale au travers d'un forum largement ouvert aux citoyennes et citoyens et aux agentes et agents publics.

La **FA-FP** est intervenue dès le lancement de cette démarche pour proposer l'implications des collectivités territoriales dans le cadre de ce forum afin d'encourager et de faciliter la participation citoyenne sur l'ensemble du territoire, y compris en Outre-mer.

Nous n'avons pas été entendus !

Le niveau de participation à ce forum fut malheureusement un échec.

En 18 mois, le Gouvernement n'a cessé de marginaliser les corps intermédiaires que sont les organisations syndicales, en excluant toute négociation de l'agenda social.

Dans le même temps, le service public a trop souvent été relégué au registre de ses seules dépenses, injustement qualifiées de dispendieuses, tandis que le rôle essentiel des collectivités territoriales en matière de service public de proximité a régulièrement été ignoré.

Les deux premiers sujets que vous proposez dans le cadre de ce grand débat national portent sur la dépense publique et le service public ainsi que sur la place des collectivités locales au sein de notre pays.

La **FA-FP** constate avec satisfaction que, comme elle l'avait proposé au printemps dernier dans le cadre du Forum Action publique, les collectivités territoriales sont largement sollicitées pour encourager la participation citoyenne à ce grand débat national.

À ce stade, nul ne peut évaluer de manière certaine l'issue de cette grande consultation que vous venez d'ouvrir.

Malgré la dégradation du service public et des conditions de travail de la plupart des 5,4 millions d'agentes et d'agents auxquels vous vous adressiez le 12 avril 2017, et bien que le dialogue social ait été considérablement abîmé au cours de ces 18 mois, **la FA-FP s'engagera dans ce grand débat national pour défendre le service public, acteur majeur de la solidarité nationale et des principes de Liberté, d'Égalité et de Fraternité, dès lors que le Gouvernement sollicitera les organisations syndicales représentatives en tant que telles.**

Dans ces conditions, la **FA-FP** s'engagera, comme vous l'appellez de vos vœux, **en confiance, tout en rappelant que la confiance ne se décrète pas mais qu'elle se construit sur la base d'un respect mutuel de toutes les parties et de leur capacité à sortir de toute posture dogmatique.**

Soyez assuré, Monsieur le Président, de notre entière détermination à peser dans le cadre de ce grand débat national afin de faire avancer l'intérêt collectif en refusant toute logique de repli sur soi.

Nous vous prions de croire en l'assurance de nos sentiments les plus respectueux.

**Autonome, progressiste, solidaire,
à la FA un autre syndicalisme est possible !**